

Afghanistan : attentat sanglant contre une école de filles à Kaboul

Jacques Follorou

La communauté internationale craint une offensive généralisée des talibans, dont la pression militaire s'accroît sur l'ensemble du pays

KABOUL - envoyé spécial

Sous un soleil de plomb qui tranchait avec la nuit tombée sur la vie des nombreuses lycéennes tuées, la veille, dans un attentat, à Kaboul, les mises en terre de dizaines de cercueil en bois se sont succédé, dimanche 9 mai, sur l'une des collines de la capitale afghane. Les visages de type mongol des proches assistant aux funérailles rappelaient que c'est bien la communauté chiite hazara qui a été attaquée. Ce n'est pas la première fois que l'Afghanistan connaît de telles violences sectaires, mais celles-ci s'inscrivent dans un contexte de retrait des Etats-Unis du pays et de crainte d'une prise du pouvoir rapide par un mouvement taliban plus fort que jamais.

Selon le ministère de l'intérieur, les trois explosions successives qui ont retenti devant l'établissement scolaire situé dans un quartier hazara de l'ouest de la ville n'ont laissé aucune chance aux jeunes filles âgées de 13 à 18 ans qui tentaient de fuir après la première détonation d'une voiture piégée. Elles ont été fauchées par deux autres bombes. Des passants ont aussi été touchés, alors que les Kaboulis étaient de sortie, samedi, pour préparer la fin, proche, du ramadan. Lundi, les autorités indiquaient « *plus de 50 morts et une centaine de blessés* ». Le 11 mai a été décrété jour de deuil national par le chef de l'Etat, Ashraf Ghani, pour qui les talibans sont responsables du massacre, ce qu'ils ont démenti.

Cessez-le-feu de trois jours

Les observateurs, afghans et internationaux, guettent, désormais, le moindre signe de la grande offensive des talibans, annoncée comme inévitable depuis que le président américain, Joe Biden, a fixé un retrait total de ses soldats au 11 septembre. Selon nos informations, le chef des troupes américaines et de l'OTAN, le général Miller, a, depuis, fait savoir à ses commandants qu'ils devront en réalité avoir terminé de plier bagage au 4 juillet, afin de ne pas « *exposer inutilement les troupes* ».

Pour les talibans, qui ont annoncé, lundi, un cessez-le-feu de trois jours pour l'Aïd-el-Fitr, marquant la fin du ramadan, ces dates ne changent rien. Pour eux, les Etats-Unis ont trahi l'accord signé à Doha, le 29 février 2020, dans lequel ils s'engageaient à partir au plus tard le 1^{er} mai 2021. Dimanche, leur chef, le mollah Hebatullah, a averti Washington que la violation des accords, notamment la non-libération de talibans emprisonnés et l'absence de levée des sanctions contre certains dirigeants, aurait des conséquences.

La partie de poker menteur n'est pas terminée entre les deux parties. Mais, depuis la décision de Donald Trump d'engager, à l'été 2018, un dialogue exclusif avec les talibans, elle n'a jamais été favorable aux Etats-Unis. Et le retrait actif des soldats américains ainsi que la fermeture de toutes leurs bases ont placé en position de force ceux qui avaient été chassés du pouvoir, fin 2001, et qui n'ont jamais été aussi près de le reprendre.

Une imminence qui a poussé vendredi, à Berlin, les Etats-Unis, l'OTAN et les Européens à appeler les talibans à reprendre sans conditions les négociations de paix interafghanes aujourd'hui au point mort. Ils ont, par ailleurs, dénoncé « *l'offensive de printemps non déclarée* » des talibans, lancée alors que les Américains quittent le pays et que les chefs politiques afghans sont affaiblis par leurs divisions.

Selon des sources afghanes et internationales contactées par *Le Monde* sur le terrain, le sud de l'Afghanistan connaît la situation la plus préoccupante. Au moins 11 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, dans la nuit de dimanche, dans l'explosion d'un bus dans la province de Zabul. Dans le nord du Helmand, des postes des forces afghanes sont passés aux mains talibanes sans un coup de feu. Des pourparlers ont conduit à des redditions sans combat. Mais une vaste attaque menée

par les talibans en direction de la ville de Lashkar Gah, capitale de la province, a été stoppée, mercredi, d'après le gouvernement, grâce à des frappes aériennes américaines.

La population a commencé à fuir en nombre, notamment vers les provinces d'Herat et de Farah. Dans le district d'Arghandab, aux portes de la ville de Kandahar, les affrontements font rage, depuis deux à trois semaines, entre les talibans et l'armée afghane. De plus, après d'âpres combats, les insurgés se sont emparés du deuxième plus grand barrage d'Afghanistan, toujours dans le Sud. Résultat, le grand hôpital Mirwais de Kandahar, supervisé par le Comité international de la Croix-Rouge, a vu le flot de victimes augmenter. On relève de nombreux cas d'amputation parmi des civils touchés par des engins explosifs improvisés.

Des rapports de renseignement font, enfin, état de l'arrivée inquiétante dans la province d'Herat et de Badghis de « *centaines de troupes talibanes fraîches* » venant de l'Est. Au centre du pays, la zone de Ghazni subit des attaques depuis quelques semaines et compte beaucoup de blessés. A l'est de Kaboul, sur la route stratégique menant au Pakistan, les districts d'Alingar et d'Alishang, autour de Jalalabad, sont soumis à une forte pression des talibans qui souhaitent, à terme, couper la voie d'approvisionnement de la capitale.